

Huitante ans après l'interdiction du communisme, un nouveau parti révolutionnaire naît en Suisse

Le retour des anticapitalistes rouges

« PASCAL FLEURY

Politique » «Le capitalisme se trouve dans une impasse historique insurmontable et ne peut pas être sauvé.» C'est à partir de ce constat que quelque 200 militants se sont retrouvés samedi, à Bienne, pour lancer un nouveau Parti communiste révolutionnaire (PCR). Prônant la révolution communiste mondiale par la classe ouvrière, ce parti, qui espère réunir 500 membres d'ici à son congrès fondateur du 10 au 12 mai, entend se battre pour «une véritable libération de l'humanité et de tout le potentiel humain». Les explications de l'historien Cyril Cordoba, assistant-docteur au département d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg.

Un nouveau Parti communiste révolutionnaire voit le jour en Suisse. Votre analyse?

Cyril Cordoba: Il me semble qu'il exprime non seulement la désillusion de jeunes militants face à la gauche traditionnelle, mais aussi leurs désaccords avec tout un pan de la gauche radicale. L'Étincelle, dont il provient, est une formation trotskiste, c'est-à-dire un courant communiste historiquement opposé au stalinisme. Il s'agit de la section suisse de la Tendence marxiste internationale. Dans son communiqué, le PCR déploie un argumentaire anticapitaliste, défend une lecture marxiste de l'histoire et affirme avoir «assimilé les méthodes et les traditions des bolcheviks».

Opposé aux «politiques identitaires» – comprendre ici les mobilisations contre les discriminations de race et de genre –, ce nouveau parti thématise peu les questions féministes ou LGBT+, et je n'ai pas trouvé de prise de position de sa part sur le racisme structurel en Suisse, épinglé par un récent rapport de la Confédération. Selon ses porte-parole, ces combats doivent être subordonnés à la lutte des classes pour ne pas en faire le jeu de la bourgeoisie.

Ce nouveau mouvement peut faire valoir un riche passé helvétique, qui remonterait à Lénine...



Le nouveau Parti communiste révolutionnaire s'est présenté samedi à la Maison du peuple, à Bienne, devant une foule d'environ 200 militants. Keystone

On peut certes lier l'éclosion du communisme suisse aux séjours chez nous de Lénine et aux conférences de Zimmerwald (1915) et de Kiental (1916). Mais le mouvement ouvrier est organisé depuis le XIX^e siècle au travers notamment des sections de l'Association internationale des travailleurs. La Fédération jurassienne (1871), à laquelle participent des anarchistes comme Bakounine et Kropotkine, a donc précédé la formation de la Deuxième (1889) puis de la Troisième Internationale (1919).

Le Parti communiste suisse est né en 1921 et a assez rapidement été «bolchévisé». C'est dans ce contexte que s'est organisée une opposition trotskiste (avec notamment l'Action marxiste). Après des interdictions cantonales au cours des années 1930, les activités communistes ont

été totalement bannies en Suisse en 1940. En 1944, un Parti du Travail (ou Parti ouvrier populaire dans certains cantons) a été refondé. Plusieurs groupes trotskistes ont également fait leur retour et se sont scindés en diverses tendances au fil des décennies. Ce nouveau parti s'inscrit donc dans une longue histoire de circulation des idées révolutionnaires en Suisse, mais également dans celle de l'anticommunisme helvétique et des nombreuses divisions au sein de la gauche radicale.

En Suisse, cette gauche radicale a effectivement compté de nombreux groupements...

La Nouvelle Gauche a connu un essor avec les «années 68». On a vu apparaître plusieurs organisations comme le Parti socialiste autonome au Tessin (1969) ou les Organisations progres-



«Ce nouveau parti semble recruter surtout parmi les étudiants»

Cyril Cordoba

sistes en Suisse alémanique (1971), qui se sont prêtées au jeu du parlementarisme. D'autres, comme les maoïstes, refusaient de participer aux élections. Du côté des trotskistes, c'est surtout la Ligue marxiste révolutionnaire qui a marqué le paysage politique. On se souvient notamment de leur campagne pour les élections cantonales de 1969, avec un portrait de Marx où était écrit: «Notre candidat n'a trouvé place sur aucune liste.» Devenu Parti socialiste ouvrier en 1980, ce mouvement a disparu en 1991. SolidaritéS, né en 1992, est l'héritier de plusieurs de ces courants.

Ce nouveau parti politique a-t-il une réelle chance de succès?

Il paraît en tout cas très organisé. En témoignent son activisme sur les réseaux sociaux, sa campagne d'affichage «Tu es com-

muniste?» et l'emploi de permanents. Ses références et son imagerie renvoient aux vieilles traditions du mouvement communiste (portraits de Marx et de Lénine), et il semble recruter surtout parmi les étudiants. Cela n'interdit pas de militer pour l'émancipation de la classe ouvrière, mais il relève davantage du parti d'avant-garde que de l'organisation de masse.

Face à la fragmentation de la gauche radicale en Suisse, on peut s'interroger sur la capacité d'une nouvelle formation à rassembler. Depuis 2002 sont apparus le Mouvement pour le socialisme, la Gauche anticapitaliste et l'Union populaire. Je ne ferai pas dans l'originalité en rappelant le vieil adage: «Un trotskiste, c'est un parti; deux trotskistes, c'est deux tendances; trois trotskistes, c'est une scission.» »

Passage à l'acte «désespéré»

Requérants d'asile » Les passages à l'acte, comme la prise d'otages vendredi près d'Yverdon, sont provoqués par le désespoir, selon un psychiatre. Les décisions prises dans le système suisse placent les requérants d'asile dans une situation d'impuissance totale, dit-il.

«Ça fait trente ans que je travaille avec des personnes en situation d'asile, et je remarque une dégradation de leur santé qui va de pair avec celle des conditions d'accueil en Europe et en Suisse», déclare Jean-Claude Métraux, psychiatre spécialisé dans la prise en charge des migrants, dans *Le Matin Dimanche*.

En Suisse, la nouvelle gestion des centres fédéraux implique une incertitude absolue qui peut durer 140 jours et

une impossibilité pour les migrants de trouver une période de tranquillité, ajoute-t-il. Il s'exprime après la prise d'otages près d'Yverdon par un requérant d'asile iranien de 32 ans, abattu par la police. Un passage à l'acte provoqué, aux yeux du spécialiste, par le désespoir.

«Les décisions prises ou les situations dans lesquelles le système suisse les met placent les requérants dans une situation d'impuissance totale», estime le Lausannois, membre de Médecins Action Santé Migrants. «Souvent, ils ont le sentiment qu'on ne les croit pas, ou même que les personnes qui doivent les entendre sont méprisantes.» Pour lui, la Suisse doit leur offrir des conditions de sécurité suffisantes. » **ATS**

Un centre d'études du loup compromis

La Chaux-de-Fonds » L'unité de recherche prévue par l'Université de Neuchâtel dans une forêt est remise en question.

L'Université de Neuchâtel a le projet de créer un centre d'études autour du loup dans une forêt au nord de La Chaux-de-Fonds. Même pas encore né, ce projet a du plomb dans l'aile car il nécessiterait un nombre important d'autorisations et de dérogations.

«Au niveau vétérinaire, le projet devrait obtenir une autorisation d'expérimentation animale, qui devra être complétée par une autorisation d'animalerie, une autorisation d'exposition d'animaux, puisqu'il est prévu que le centre soit accessible au public, et une autorisa-

tion d'importation d'animaux, étant donné que les louveteaux seraient importés du Canada», a indiqué le Conseil d'Etat à une intervention du député Patrick Erard (Verts).

La plus importante est l'autorisation d'expérimentation animale, qui conditionne toutes les autres, y compris dans les domaines de protection des forêts, de la faune et de l'aménagement du territoire. Une demande d'autorisation a été déposée par l'Université au printemps 2023.

Comme le veut la procédure fédérale, celle-ci a été soumise pour préavis à la Commission consultative vaudoise, à laquelle le canton de Neuchâtel a délivré il y a plusieurs années un mandat d'examen. Cette

commission a transmis en août 2023 une liste importante de questions aux chercheurs, car le dossier déposé était largement insuffisant et incomplet pour qu'elle puisse se prononcer sur le degré de gravité des expériences prévues et émettre un préavis.

Le canton a été informé le 31 janvier, que l'Université avait transmis les compléments attendus par la commission consultative. «A ce jour, nous n'avons pas connaissance de la décision de ladite commission», a précisé le canton. «Concernant l'implantation prévue dans une forêt au nord de la ville, une autorisation de défrichage devra être sollicitée. L'intérêt des objectifs de recherche devra l'emporter sur

celui de conservation de la forêt.» Un préavis de l'Office fédéral de l'environnement sera nécessaire. Le Conseil d'Etat a précisé qu'il a été informé que les associations de protection de la nature et les milieux agricoles ne sont pas du tout enthousiastes à l'idée de ce centre.

Ce projet, mené par l'Université de Neuchâtel et soutenu par la ville de La Chaux-de-Fonds, est jugé d'importance nationale par la Confédération. Dans *Arcinfo*, Patrick Erard a déclaré que l'Université serait refroidie devant l'accueil relativement tiède de ce dossier. «Si ce n'est pas possible, le projet se concrétisera ailleurs en Suisse ou en Europe», a-t-il ajouté. » **ATS**

» Lire aussi en page 13